

***Intervention de Monsieur Hans Van Mierlo, représentant du gouvernement néerlandais à la Convention sur l'avenir de L'Union européenne
Le 16 avril 2002***

Mesdames et Messieurs,

Je vais essayer de répondre au mieux aux questions posées par le præsidium.

Question A

Il y a, dans un certain nombre de domaines essentiels, des tâches qui soit ne sont pas encore reconnues comme telles, soit sont accomplies dans des conditions tellement inférieures à ce qu'on pourrait escompter que nous préférons, pour la commodité, parler quand même de nouvelles tâches.

Dans le domaine de la politique étrangère, il faudra que l'Union apporte une réponse européenne commune aux défis que les États membres ne peuvent relever individuellement. Je pense notamment à la mondialisation et à la capacité à réagir efficacement et avec autorité aux développements internationaux. Mais ce n'est pas tout. Il faut aussi propager les principes que partagent tous les États membres : la démocratie, l'égalité, la solidarité et l'État de droit. Ce n'est que dans le cadre d'une approche commune que ces principes sont à la fois impressionnants et efficaces. Le monde attend de l'Europe qu'elle se manifeste sur la scène internationale d'une manière qui soit à la mesure de son potentiel économique, culturel et intellectuel. Par ailleurs, l'Union doit être capable de garantir la stabilité à ses frontières extérieures et, si besoin est, d'intervenir dans une crise qui se produit bien au-delà. Comme je l'ai souligné lors de notre dernière réunion, le monde attend beaucoup de l'Europe, et trop souvent nous nous présentons les mains vides. La grande question pour nous est évidemment de savoir comment aménager cette capacité en matière de politique extérieure. J'ai des idées bien précises à ce sujet, mais si j'ai bien compris, cette question n'est pas à l'ordre du jour.

Au niveau intérieur également, les questions transfrontalières et la suppression des frontières au sein de l'Union requièrent une approche européenne. Et pas uniquement dans le domaine de la protection de l'environnement, mais aussi au niveau de la politique d'asile et des migrations et de la lutte commune contre la criminalité. Dans tous ces domaines, en effet, une approche européenne commune représente une plus-value considérable. Car il s'agit de questions auxquelles les États membres sont de moins en moins en mesure d'apporter une réponse individuelle efficace.

Quant à ce que je vois comme étant une troisième tâche d'un tout autre ordre, je me contenterai de l'évoquer succinctement. Si l'Europe veut se rapprocher du citoyen, si nous avons à cœur de donner au citoyen le sentiment qu'il vit dans une démocratie européenne, alors il appartient à l'Union — en collaboration avec les États membres — de prendre un certain nombre de mesures dans le domaine de l'enseignement, de l'éducation et de la communication, avec pour seul objectif de faire en sorte que les citoyens, et en particulier les enfants, apprennent à agir et à penser en Européens. C'est là aussi, pour moi, une des nouvelles tâches de l'Union.

Du fait notamment de l'élargissement, qui aura plutôt tendance, pour le moment, à diminuer qu'à intensifier la combativité moyenne des États membres, je ne vois en ce moment aucune raison de réduire les tâches de l'Union.

Question B

Les principes de subsidiarité et de proportionnalité restent les principaux critères de dévolution de tâches à l'Union. Je voudrais y ajouter un troisième critère, à savoir le principe de solidarité, qui s'impose dès le moment où la plupart des États membres sont parfaitement en mesure de résoudre un problème au niveau national, mais où certains États seulement ne le sont pas ou ne le sont pas suffisamment.

Ce qu'il faut absolument, c'est rendre le processus d'évaluation des différents principes plus transparent, plus explicite et plus visible. Pour le moment, notre préférence va à l'octroi d'un rôle accru au Conseil. Mais c'est une question dont nous parlerons la prochaine fois.

Question C

En ce qui me concerne, il faudrait élaborer deux traités : un traité constitutionnel et un traité d'application. Nous en parlerons encore plus tard dans les travaux de la Convention.

Les principes de subsidiarité et de proportionnalité doivent être intégrés dans le traité constitutionnel. Mais les compétences à conférer à l'Union doivent figurer dans le second traité, qui devra pouvoir être modifié facilement. Il est évident que toutes les autres tâches doivent alors échoir provisoirement aux États membres.

Question D

En fait, j'ai déjà répondu ainsi à la quatrième question. L'Europe se trouve dans une phase de développement et il ne faut pas qu'elle soit statique. Il devra toujours être possible d'étendre ou, au contraire, de réduire les compétences de l'Union.

Il y a encore un problème, qui n'en est pas vraiment un pour moi, mais qui l'est peut-être pour d'autres. C'est la question, plus idéologique en quelque sorte, de savoir comment déterminer de façon générale (donc aussi bien au niveau européen qu'au niveau national) quelles sont les tâches qui incombent aux pouvoirs publics et celles qui relèvent de la responsabilité individuelle du citoyen. S'il devait y avoir des divergences de vues sur ce point, divergences qui entraveraient la mise en œuvre d'une approche telle que je l'ai indiquée, je suggérerais de soumettre la question au Parlement européen, où sont représentés sans exception tous les courants idéologiques. Nous devons en tout cas éviter que ce débat — à supposer d'ailleurs qu'on souhaite le mener — ne sème la confusion dans le débat sur la subsidiarité.